

Le Monde Economie

Opinions et stratégies, acteurs et entreprises

La Chine se prépare à accueillir des millions de nouveaux citadins

- Le « hukou », permis de résidence, pourrait être assoupli
- La migration de ruraux vers les villes relancerait l'économie en accroissant la consommation intérieure



Wuhan, chef-lieu de la province du Hubei, est une ville du centre du pays, en plein décollage économique. REUTERS

Shanghai (Chine)
Correspondant

Chaque mois de décembre, se tient à Pékin un conciliabule de la plus haute importance pour l'économie chinoise, la Conférence centrale sur les travaux économiques. Rassemblant, du 5 au 7 décembre, les plus hauts dirigeants du parti, elle a défini les orientations de l'année à venir.

Prenant acte de l'impérieuse nécessité pour la Chine de changer de modèle économique, ceux-ci ont insisté sur le développement

des petites et moyennes villes : il s'agira « d'encourager les paysans à rejoindre ces villes en assouplissant le régime du hukou », le permis de résidence qui maintient chaque Chinois dans la catégorie

Dossier

d'« urbain » ou de « rural », avec peu d'espoir de changement.

En s'urbanisant, les ruraux accèdent à toutes sortes d'avantages sociaux qui peuvent libérer leur capacité à consommer, ainsi

qu'à une propriété aliénable : les paysans, eux, ne peuvent vendre leur terrain, qui appartient à la collectivité.

Aujourd'hui, 46% seulement de la population est classée comme « urbaine », soit 600 millions de personnes – même si une partie des 700 millions de ruraux habite déjà, en réalité, dans des quasi-villes. Les revenus et les dépenses des « urbains » sont plus de trois fois supérieurs, en moyenne, à ceux des « ruraux ».

L'idée d'une réforme du hukou n'est pas nouvelle : c'est un peu

l'Arlésienne de la politique économique chinoise. Trop sensible et lourde de conséquences pour être jamais entreprise. Mais cette fois, se félicitent les économistes chinois, elle intervient dans un environnement favorable : la crise requiert une rupture.

Brice Pedroletti

►►► Lire la suite page 4

« Le Monde Economie » interrompt sa publication pour les fêtes de fin d'année. Le prochain numéro paraîtra le lundi 11 daté 12 janvier 2010.

L'éclairage de Martin Wolf p. 2



Le Royaume-Uni paie aujourd'hui le prix de son choix exclusif pour la finance

Management p. 3

« Pour une autre représentation des salariés », par Jean-Marc Le Gall

Stratégie p. 6

Les recettes de Fauchon pour renouer avec la rentabilité

Nicolas
Baverez



Les fractures du capitalisme



La sortie de la récession au printemps 2009 n'implique pas la sortie de la crise.

Le désendettement du monde développé et la conversion du modèle économique de la mondialisation s'étendront sur dix à quinze ans. Durant cette transition, l'économie mondiale restera à la merci de chocs majeurs – contre lesquels il n'existe plus d'antidotes compte tenu de la dégradation des finances publiques et des bilans des banques centrales –, mais aussi de poussées protectionnistes ou populistes, comme la récente votation suisse contre les minarets.

La faillite de Dubaï, pivot entre la bulle passée de la dette privée et la bulle future de la dette publique, souligne que la normalisation des politiques économiques devra s'engager dès 2010. A défaut, les séquences des interventions publiques s'ajouteront aux déséquilibres structurels de la mondialisation pour menacer d'implosion l'économie sous l'effet de six grandes fractures.

Entre secteurs privé et public. Sous l'effet de l'effondrement du crédit, les entreprises ont dû ajuster leurs capacités de production tandis que le recul de la demande restait limité du fait des politiques de relance. D'où une progression des gains de productivité et de la rentabilité du secteur privé, quand les Etats développés se trouvent confrontés à une explosion sans précédent de la dette publique qui dépassera 100% du produit intérieur brut (PIB) à partir de 2012. Ce sont désormais les Etats qui portent les risques systémiques, non les banques ou les marchés.

Entre le monde développé et les pays émergents. En raison des impératifs du désendettement, la croissance sera limitée à 1,5% dans le monde développé au cours de la prochaine décennie, contre 6% dans les pays émergents et plus de 8% en Chine. Croissance molle et chômage permanent alimenteront les pressions protectionnistes, surtout si perdurent les dysfonctionnements du marché des changes, et ouvriront de vastes espaces au populisme démagogue.

Au sein du monde développé. Les Etats-Unis ont effectué un choix clair en faveur de l'inflation pour favoriser une croissance supérieure à 2%, la décre du chômage et le désendettement. Le Japon se trouve plus que jamais enfermé dans la déflation. Cumulant vieillissement, surendettement, sous-compétitivité et refus de l'inflation, l'Europe, à l'exception de l'Allemagne, aura du mal à créer de la croissance.

►►► Lire la suite page 2

Annonces

Dirigeants ■ Finance, administration, juridique, RH ■ Banque assurance
■ Conseil, audit ■ Marketing, commercial, communication ■ Santé ■ Industries et technologies ■ Carrières internationales
Multiposte ■ Collectivités territoriales
Pages 7 à 8

Consultez notre site: www.lemonde.fr

DÈS LE 17 DÉCEMBRE,
350 QUIZ POUR JOUER EN FAMILLE



Connaissez-vous les mythes et légendes ?

En 350 questions, Le Monde vous propose un passionnant périple à la recherche de nos origines. Vous y croiserez des dieux et des héros, des Titans et des sirènes, des monstres et des chimères... et l'ombre du docteur Freud.

UN HORS-SÉRIE JEUX DU MONDE, CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Les fractures du capitalisme

►►► Suite de la chronique de Nicolas Baverez

D'autant qu'elle s'est dotée de règles monétaires, budgétaires, concurrentielles et environnementales qui en font un espace hostile à la production et à l'innovation. Les tensions iront croissantes au sein de la zone euro en raison des écarts de productivité et de la crise financière des pays les plus fragiles, le risqué souverain grec en est le premier exemple.

Entre les Etats et les marchés. Le risque de déflation a légitimé l'intervention des Etats et l'idée de leur revanche sur les marchés. Mais ils n'ont remporté qu'une victoire à la Pyrrhus. Ils seront confrontés aux coûts des politiques de relance, d'un nouveau capitalisme d'Etat, du vieillissement démographique, de la réorientation des modèles économiques vers les consommateurs du Sud, la croissance verte et l'économie de la connaissance. Ils seront dépendants comme jamais des banques et des marchés qui les financent.

Entre les Etats et la gouvernance naissante de la mondialisation. La crise est née du divorce entre la mondialisation accélérée de l'économie et l'absence de mondialisation politique. Sa gestion s'est traduite par une renationalisation des politiques économiques alors que s'esquissait une gouvernance mondiale à travers le G20, la conférence de Copenhague ou les négociations du cycle de Doha. La stabilisation du capitalisme suppose la reconnaissance de principes, d'institutions et de règles planétaires dans un monde composé d'Etats rivaux et hétérogènes.

Entre liberté économique et liberté politique. Si le capitalisme est indispensable à la liberté politique, il peut prospérer sans elle, comme en Chine ou en Russie. Le XX^e siècle fut structuré par la lutte entre démocratie et totalitarisme. Le destin du XXI^e siècle pourrait se nouer autour de la compétition entre nations libres et régimes autoritaires pour la direction et la régulation du capitalisme. ■

Nicolas Baverez est économiste et historien.



Par Martin Wolf

Le Royaume-Uni se découvre plus pauvre qu'il ne le croyait. C'est le fait le plus important révélé par cette crise. La lutte autour de la répartition des pertes sera brutale. Elle le sera d'autant plus en raison du second aspect le plus important de la crise : son impact énorme sur les finances publiques. Les déficits sont sans précédent en temps de paix.

Les élections législatives de 2010 ne devraient-elles pas être l'occasion d'ouvrir ce débat ? Oui, sans aucun doute. Cette discussion sera-t-elle menée ? Non. Ce que le gouvernement ferait s'il était réélu demeure, même après la publication début décembre par le Trésor britannique du rapport pré-budgétaire, « une devinette enveloppée dans un mystère à l'intérieur d'une énigme », comme disait Churchill à propos de la Russie de Staline.

D'après les prévisions actuelles du Trésor, l'économie ne retrouvera qu'en 2012 son niveau d'activité de 2008. Il prévoit une croissance de 1,25% en 2010, de 3,5% en 2011 et 2012, puis de 3,25% en 2013 et 2014. Si la croissance continue de se situer à 3,25% au cours des années suivantes, il faudra attendre 2031 pour que l'économie retrouve le niveau qu'elle aurait eu si la tendance des années 1998-2007 s'était poursuivie.

La perte cumulée équivaldrait alors à 160% du produit intérieur brut (PIB) de 2007. Mais si la croissance après 2014 suit le rythme tendanciel qu'on a connu avant 2008, la perte de PIB atteindrait en 2030 près de trois fois le PIB de 2007. Et l'on peut facilement imaginer des éventualités encore pires...

L'éclairage Comme tous les pays où domine une mono-industrie, le Royaume-Uni paie le prix de son choix exclusif pour la finance

Oublier la City

Bien que la récession au Royaume-Uni n'ait pas été plus prononcée que dans les autres pays avancés (jusqu'au troisième trimestre 2009, elle a été de 3,2% aux Etats-Unis, 5,6% en Allemagne, 5,9% en Italie, 7,7% au Japon, et seulement 4,75% au Royaume-Uni), la détérioration budgétaire a été beaucoup plus importante outre-Manche.

L'explication la plus immédiate est l'effondrement des recettes gouvernementales. Entre le budget 2008 et le rapport de pré-budget 2009, les prévisions de dépenses pour cette année n'ont augmenté que de 4,4%. Mais les recettes prévisionnelles ont chuté de 18,1%.

La raison pour laquelle le déclin de la production, pas si spectaculaire que cela au regard des normes d'une « Grande Récession », a eu un impact exceptionnellement fort sur les recettes est que, au Royaume-Uni, le secteur financier a joué un rôle énorme dans le soutien aux dépenses des consommateurs, aux transactions immobilières et aux résultats des entreprises.

Un quart du total de l'impôt sur les sociétés provenait du secteur financier. Or, les rentrées générées par cet impôt ont baissé de 26% entre les douze mois précédant octobre 2008 et les douze mois précédant octobre 2009. Les recettes de TVA ont chuté de 17% au cours de la même période. Au-delà de l'impact général de la récession, cela résulte dans une large mesure de la vulnérabilité de l'économie britannique à la désorganisation du crédit et à l'effondrement des bénéfices des entreprises financières.

Qu'est-ce que cela implique pour l'avenir du Royaume-Uni ? Une bonne façon d'aborder cette

question est de considérer que le Royaume-Uni n'a pas seulement subi une crise financière, entraînant les graves effets habituels sur la production et les finances publiques, mais aussi qu'il est doté d'une économie de « monoculture », en l'occurrence la finance.

Les pays qui dépendent fortement de la production et de l'exportation de biens et services dont les marchés sont volatils connaissent bien les cycles que ceux-ci peuvent générer. En période de boom, les recettes des exporta-

particulièrement grand dans les économies de « monoculture » du fait que les cycles peuvent se dérouler sur de très longues périodes. C'est d'ailleurs l'erreur qu'a commise le Royaume-Uni. Le Trésor a ainsi décidé que la production potentielle du pays avait brusquement chuté de 5% au cours de cette crise. Or, comme l'a souligné Robert Chote, directeur de l'Institute for Fiscal Studies, cela n'a aucun sens. Ce que le Trésor considérait autrefois comme une production soutenable était, au contraire, le produit de la

nu grâce à une hausse des impôts, et deux tiers grâce à une réduction des dépenses. Pour rendre cette perspective crédible, il envisage un plan d'assainissement qui, par on ne sait quel moyen, serait légalement contraignant. Enfermerait-on le chancelier de l'Echiquier à la Tour de Londres en cas de défaut de paiement ? Ce plan est non seulement difficilement crédible, mais probablement trop faible.

Le niveau final de la dette nette du secteur public, environ 60% du PIB, reste trop haut pour gérer la probabilité de nouveaux chocs économiques. Il n'en reste pas moins vrai que la réduction des dépenses sera plus accentuée que dans n'importe quelle autre période depuis la seconde guerre mondiale. Si le chancelier a présenté des chiffres généraux, il ne s'est pas risqué à explorer toutes les implications et encore moins la nature des choix que devra faire le pays. C'est le débat que le Royaume-Uni doit mener.

Ce débat doit commencer par la prise en compte d'une réalité : le pays est plus pauvre que ce que l'on pensait. La question est donc de savoir comment on va répartir les pertes de façon à minimiser à la fois les dommages causés dans l'immédiat aux personnes les plus vulnérables, et ceux causés à plus long terme aux perspectives économiques du pays. Ce sont là les grandes questions qui se posent au Royaume-Uni. Les politiciens sérieux ne doivent pas les esquiver. ■

Cette chronique de Martin Wolf, éditorialiste économique, est publiée en partenariat exclusif avec le « Financial Times ». © FT. (Traduit de l'anglais par Gilles Berton)

Le pays est plus pauvre que ce que l'on pensait. Les déficits sont sans précédent en temps de paix

tions et les recettes publiques sont soutenues, le taux de change réel s'apprécie et les producteurs marginaux de biens et services exportables sont écartés du marché - c'est le « syndrome hollandais », qui décrit l'impact négatif qu'a eu dans les années 1960 la découverte de gisements de gaz naturel sur l'économie des Pays-Bas.

En général, le gouvernement comme le secteur privé empruntent largement au cours de ces périodes fastes. Puis vient le crash : les exportations et les recettes gouvernementales s'effondrent, les déficits budgétaires explosent, le taux de change chute et, très souvent, l'inflation grimpe et le gouvernement se retrouve en défaut de paiement.

La plus grosse erreur que l'on puisse commettre dans le domaine macroéconomique est de confondre cycle et tendance. Ce danger est

bulle de la mono-industrie financière, qui s'est étendue à l'économie et aux finances publiques.

Si ce point de vue est correct, il a trois implications douloureuses : d'abord, la politique budgétaire était beaucoup plus laxiste que ce que l'on a cru pendant une bonne partie de la période durant laquelle Gordon Brown était chancelier de l'Echiquier (1997-2007) ; deuxièmement, il est probable que le Royaume-Uni pâtira non seulement d'une perte permanente de production, mais aussi d'une baisse permanente du rythme tendanciel de sa croissance économique ; enfin, il sera impossible d'échapper à un énorme resserrement budgétaire.

Le gouvernement annonce un tel resserrement à hauteur de 5,4% du PIB sur deux sessions parlementaires, sans préciser une partie des mesures envisagées. Il espère qu'un tiers de ce montant sera obtenu

Le livre Rationalité limitée

Philippe Kourilsky
Le Temps de l'altruisme
Philippe Kourilsky
Editions Odile Jacob,
212 pages, 21,90 €

Le problème est vieux comme la science et la philosophie. Pourquoi faisons-nous des bêtises ? Est-ce parce que nous sommes mauvais ? Ou bien est-ce parce que nous raisonnons mal ? C'est vers la deuxième solution que penche Philippe Kourilsky, biologiste, professeur au Collège de France, et conseiller de l'Institut Veolia Environnement, entre autres..., qui livre ici une belle leçon, de surcroît agréable à lire sur un sujet glissant : l'altruisme.

Le Prix Nobel d'économie Amartya Sen, auteur de la préface de ce livre, qualifiait naguère l'*Homo oeconomicus* d'*« idiot rationnel »*. Pour Philippe Kourilsky, l'altruisme est en revanche *« un attribut logique de notre être, une nécessité imposée par la raison »*.

Temps de l'altruisme

Démonstration en trois temps. La science, rappelle d'abord l'auteur, se donne pour objet de décrire le réel. Ce faisant, elle le découpe en tranches, et prive notre intelligence de « certains segments de réalité ».

Dans un deuxième temps, l'auteur explore la notion de responsabilité. Si les libertés indivi-

duelles constituent un droit fondamental, l'*« altruisme rationnel »* en est le complément indispensable, affirme-t-il. Alors, comment cet altruisme pourrait-il être introduit dans différents secteurs, et notamment dans la science économique ?

Tel est l'enjeu de la troisième partie, qui examine la gestion des problèmes de la planète, mais aussi la possibilité d'un *« libéralisme altruiste »*, dans la mesure où, affirme l'auteur, *« notre pensée est clairement libérale »*, au sens politique et philosophique du terme.

Le temps de l'altruisme est venu, estime Philippe Kourilsky. Nous prenons peu à peu conscience que notre rationalité est limitée. *« Si nous éprouvons tant de difficultés à résoudre collectivement les grands problèmes de la mondialisation, c'est parce que, en tant qu'individus, nous ne percevons pas la réalité de façon adéquate »*, écrit-il. Il n'y a pas de solutions *« clés en main »*.

Nous devons donc changer nos *« représentations du monde »*. Sinon ? *« Nos descendants lointains seront fondés à tenir notre comportement pour méprisable. »* Au moins, c'est clair... ■

Philippe Arnaud

Les acteurs de l'économie Jacques-Marie Vaslin Les Camondo, banquiers de la Sublime Porte

Les dynasties de banquiers sont légion au XIX^e siècle. Qu'elles aient pour nom Rothschild, Hottin-guer, Vernes ou Mallet, les affaires familiales ont su prospérer à travers les générations. Ces noms évoquent aujourd'hui encore la puissance de l'argent. Mais qui se souvient des Camondo ? Banquiers des vizirs au XIX^e siècle, ils étaient alors surnommés les Rothschild de l'Orient. Istanbul, au XIX^e siècle, est une ville cosmopolite où les Turcs côtoient les communautés grecque, arménienne et juive. Cette dernière, majoritairement séfaraïte, parle le ladino (langue judéo-espagnole) et possède ses propres écoles où l'enseignement se fait en hébreu. Elle vit dans un relatif isolement. Un membre de cette communauté, Isaac de Camondo, fonde en 1802 une banque qui sera reprise trente ans plus tard par son frère, Abraham-Salomon.

L'Empire ottoman est alors en pleine déliquescence. Les Russes lorgnent sur ce territoire qui leur donnerait un accès à la Méditerranée et déclencherait la guerre de Crimée en 1854. Face à eux, les Français et les Anglais s'allient avec les Ottomans. La présence massive d'Occidentaux sur le sol

turc leur fait prendre conscience de leur retard économique. Pour éviter sa dislocation, l'Empire ottoman va tenter d'entrer à marche forcée dans le concert des nations développées.

Le pays est alors dirigé par des vizirs éclairés qui souhaitent moderniser le pays. En dix ans, Istanbul se transforme en un immense chantier. Le versant européen de la ville devient la vitrine moderne de la Turquie. Cette période assure la prospérité des Camondo, partie prenante de cette rénovation. Ils deviennent les financiers attirés de la Sublime Porte, mais leurs activités s'étendent au négoce et à l'industrie. Acteurs incontournables de l'est de la Méditerranée, ils prendront aussi part au financement du canal de Suez.

Une loi de 1856 garantit l'égalité des sujets ottomans, quelle que soit leur religion, et leur permet d'accéder à la fonction publique. Les Camondo en profitent pour tenter d'extraire leurs coreligionnaires de la pauvreté. Suivant le devoir religieux de charité, la *tsedaka*, ils développent parallèlement à leurs affaires une intense activité de philanthropie. Tenants de la philosophie des Lumières, ils créent des écoles dont les enseignements

se font en français et en turc. L'objectif est de permettre à la jeunesse juive d'accéder à des postes de responsabilité. Ils financent aussi la réunification de l'Italie, ce qui leur vaudra le titre de comte en 1867.

Peintures impressionnistes

Mais le poids politique de l'Empire faiblit, le pouvoir financier se trouve plus que jamais ancré en Occident. La famille Camondo décide alors de s'exiler à Paris en 1869. Avec l'éloignement, les traditions et la maîtrise des arcanes de l'administration ottomane se perdent.

La lignée tend aussi à se réduire (*Les Camondo ou l'éclipse d'une fortune*, Nora Seni et Sophie Le Tarnec, Actes Sud, 1997, ou *Le Dernier des Camondo*, Pierre Assouline, Gallimard, 1997). A la quatrième génération, seuls deux hommes portent le nom de Camondo. Isaac, qui n'aura pas de descendance légitime, abandonne les affaires et constitue l'une des plus belles collections de peintures impressionnistes. Il la légua intégralement au Louvre (exposition « La Splendeur des Camondo » au Musée d'art et d'histoire du judaïsme à Paris jusqu'au 7 mars 2010). Son cousin, Moïse, constitue l'une des plus belles collections de mobilier

du XVIII^e siècle. Il abandonne la banque après la mort de son seul fils, Nissim, en 1917. Il légua sa collection au Musée Nissim de Camondo à Paris. Sa fille, son gendre et leurs deux enfants périront à Auschwitz. ■

Jacques-Marie Vaslin est maître de conférences à l'Institut d'administration des entreprises d'Amiens.

Le Monde

Siège social : 80, bd Auguste-Blanqui
75707 PARIS CEDEX 13
Tél. : +33 (0)1-57-28-20-00
Fax. : +33 (0)1-57-28-21-21
Télex : 206 806 F
Edité par la Société éditrice
du « Monde » SA,
Président du directoire,
directeur de la publication,
directeur du « Monde » :
Eric Fottorino
La reproduction de tout article est interdite
sans l'accord de l'administration. Commission
paritaire des journaux et publications n° 0712C 81975.
ISSN : 0395-0373

Pré-presses Le Monde
Impression Le Monde
12, rue M.-Gunsbourg
94852 Ivry Cedex
Printed in France

Entreprise Joël Ruet

En 2009, un festival d'investissements Sud-Sud

Durant l'année 2009, tandis que les groupes occidentaux taillaient dans le vif pour affronter la crise, leurs concurrents des pays émergents ont continué leur travail « d'universelle aragne » pour atteindre le « prochain milliard » de consommateurs dans les pays du Sud, et renforcer leur surface financière.

Gerda, géant brésilien de l'acier avec plus de 30 usines, qui réalise plus de 60% de son chiffre d'affaires à l'international, avait commencé son expansion en Uruguay, en Argentine, au Chili, puis en Colombie, et avait créé dès 1999 une filiale nord-américaine et espagnole, Ameristeel. C'est désormais la joint-venture signée en Inde avec le groupe Kalyani en 2007, ainsi que de nouvelles filiales au Mexique et au Venezuela, qui assurent la rentabilité du groupe.

Conquête des marchés

America Movil (Mexique), formée en 2000 par des acquisitions en Amérique latine, est devenu le troisième plus grand fournisseur de télécommunication sans fil mondial, et opère dans 18 pays.

Orascom Telecom Holding (Egypte) a acheté des opérateurs de téléphonie dans le monde entier (Algérie, Pakistan, Zimbabwe...) avant d'acquiescer Wind, en Italie. Les résultats 2009 sont portés par la croissance émergente.

Les bases internationales de Huawei, équipementier de télécommunications chinois, sont d'abord au Zimbabwe – en échange, la Chine a obtenu un accès privilégié aux hydrocarbures. Huawei a reproduit son savoir-faire en Algérie et dans toute l'Afrique. L'autre Chinois du secteur, ZTE, a le même modèle : plus de la moitié des ventes se fait hors de Chine, avec 14 filiales et 7 centres de recherche et développement hors des frontières.

Bajaj, fabricant indien de deux-roues, est implanté aux Philippines, en Colombie et dans d'autres petits marchés en Afri-

que, à travers des distributeurs locaux. Chery, le plus jeune des constructeurs automobiles chinois, est déjà à la 4^e place nationale car il est le premier exportateur, avec une présence dans une cinquantaine de pays, et des usines en Indonésie, Russie, Iran, Uruguay, Egypte.

Ces implantations, tout en permettant la conquête des marchés locaux, préparent l'avenir technologique. Baosteel, le sidérurgiste chinois, s'est allié au minier brésilien Vale pour construire une usine haut de gamme au Brésil, qui lui a permis de monter en gamme dans l'industrie automobile, notamment comme fournisseur officiel de Fiat en Chine et de Shanghai Automotive Industries

Corporation (SAIC). L'indien Tata Motors, pour digérer son rachat de Land Rover, s'est renforcé de deux joint-ventures rentables avec Thonburi (Thaïlande) et Marcopolo (Brésil).

Le chinois Zhenhua Port Machinery Company, qui détient les deux tiers du marché mondial des portiques et grues portuaires, se diversifie désormais dans l'extraction de pétrole en mer.

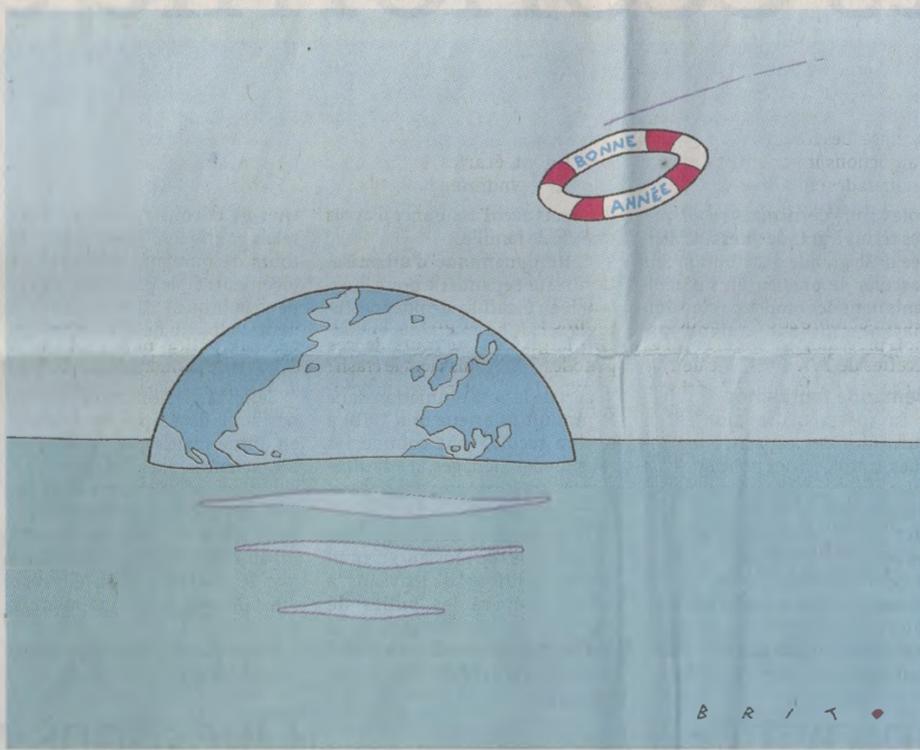
La proximité des marchés occidentaux compte tout autant, car elle permet de réduire les cycles de création de produits, facteur clé du succès dans la mode, les biens légers d'équipement, les services... Infosys, SSII indienne, a des centres de développement en République tchèque, aux Philippi-

nes, au Mexique et en Chine. Genpact, société indienne de services aux entreprises dans les hautes technologies, a des filiales en Hongrie, Pologne, Roumanie et Mexique. Le chinois Lenovo, 4^e fabricant mondial de PC, assemble dans les régions où les ordinateurs sont vendus (Mexique, Etats-Unis, Inde, Pologne).

Enfin, symbole de feu la mondialisation américaine, McDonald's se fournit en Russie auprès du géant de l'agroalimentaire brésilien Sadia, présent dans 7 pays, leader au Moyen-Orient, et partenaire local du leader russe du nugget, Miratorg! ■

Joël Ruet, chercheur CNRS, dirige l'Observatoire des émergents.

« Vœux pieux ? » par Brito



Management Jean-Marc Le Gall

Les « institutions invisibles » de l'entreprise

Dans une conférence organisée récemment par le cabinet Key People, l'historien Pierre Rosanvallon rappelait que la démocratie était apparue à l'origine comme la solution politique à la diversité croissante des sociétés, car elle évitait « la discussion permanente » entre ses membres.

Il montrait aussi que ce régime politique ne pouvait fonctionner sans le concours de ces « institutions invisibles » que sont la confiance, la légitimité et l'autorité. Confiance organisée par l'élection, légitimité des institutions et des élus, autorité des gouvernants, ce triptyque favorise la cohésion et le consentement. Le problème, concluait-il, est qu'aujourd'hui ces catalyseurs démocratiques ne fonctionnent plus aussi bien.

La transformation de nos sociétés, plus individualistes et plus fragmentées, le développement, via Internet, d'une opinion immédiate et critique, la multiplication des revendications particulières, tout concourt à ce que la démocra-

tie devienne plus vulnérable à mesure qu'elle se diffuse.

De même, si l'entreprise n'est par construction pas démocratique, elle ne se développe durablement sans de semblables « institutions invisibles » : la confiance de son corps social, la légitimité de son management et l'autorité reconnue de ses dirigeants.

Contre-pouvoir coopératif

Ce n'est pourtant pas le cas dans nombre de grandes entreprises, comme l'a illustré le sondage réalisé récemment par TNS Sofres pour le cabinet Altedia. Seulement 42,7% des salariés ont confiance dans leurs dirigeants et 40,8% jugent que les intérêts de ces derniers et les leurs vont dans le même sens. Perceptible depuis quelques années, ce constat de divorce a été accentué par la crise, surtout en raison du comportement peu solidaire de certains dirigeants attachés à leurs avantages.

Une antienne du patronat laissait entendre qu'il fallait réconcilier les Français avec l'entreprise.

Ne convient-il pas aujourd'hui de souhaiter aux dirigeants de se réconcilier avec leur personnel ?

Le réenchantement de l'entreprise ne résultera pas de discours célébrant « l'entreprise responsable », comme cela avait été le cas dans les années 1980 avec « l'entreprise citoyenne ». Les salariés sont devenus réfractaires aux communications visant à les enrôler, et ils souhaitent avoir leur mot à dire sur ce qui les concerne. De même que M. Rosanvallon invite à repenser *La Légitimité démocratique* (Seuil) à partir d'un nouveau triptyque, « impartialité, réflexivité, proximité », le moment est venu de repenser l'entreprise et sa régulation sociale, à partir d'équité, de proximité et de participation.

La demande d'équité est au cœur des mouvements sociaux actuels, et le sondage évoqué s'en est fait l'écho. Comment justifier auprès des salariés d'EDF l'augmentation de près de 50% du salaire de leur nouveau président, avant qu'il ait fait ses preuves ? L'attente de proximité – dans les

discours, les décisions et sur le terrain – concerne tous les salariés des grandes entreprises, qui déplorent que leurs dirigeants vivent sur une autre planète.

Quant à la participation des salariés, elle ne s'est pas remise des lourdeurs du droit d'expression promu par les lois Auroux (1982) et, dans les mêmes années, du productivisme des cercles de qualité.

De même que la démocratie s'enrichit des expériences associant des citoyens, l'entreprise doit imaginer des formes nouvelles de consultation et de débat avec ses salariés. Cette participation directe ne remet pas en cause les pouvoirs existants, mais elle peut les infléchir et elle oblige les dirigeants à mieux définir et argumenter leurs politiques et projets. Le défi pour « réenchanter » les entreprises est de faire émerger un contre-pouvoir coopératif, qui combine la loyauté à l'institution, le droit au débat et la volonté d'agir. ■

Jean-Marc Le Gall, conseil en stratégies sociales, professeur associé au Celsa.

Identité, immigration et richesse nationale



Je n'entends pas ici participer au débat sur l'identité nationale, voulu par le président de la République, Nicolas Sarkozy, et organisé par le ministre de l'immigration, Eric Besson. Il peut être utile, en revanche, de dissiper quelques idées reçues sur l'immigration, qui, quoi que l'on en dise, en est le véritable enjeu.

L'immigration profite aussi aux pays d'accueil. Cela est évident pour l'immigration des personnes très qualifiées. Dans un article à paraître dans le *Journal of the European Economic Association*, Jennifer Hunt et Marjolaine Gauthier-Loiselle ont montré, à partir de données américaines, que les immigrés diplômés de l'université déposaient deux fois plus de brevets que les diplômés natifs.

Un accroissement d'un point du pourcentage d'immigrés diplômés du supérieur dans la population totale se traduit par une augmentation du nombre de brevets par habitant de l'ordre de 15%. L'immigration est donc un moteur puissant de l'innovation.

Mais les immigrés diplômés ne sont pas les seuls à enrichir les pays d'arrivée. Un immigré qui s'installe, c'est un emploi qui est créé dans le pays d'accueil. C'est le constat auquel ont abouti Francesc Ortega et Giovanni Peri au terme d'une analyse détaillée de l'impact de l'immigration sur l'emploi entre 1980 et 2005 dans quatorze pays de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE), dont la France (« Document de travail du National Bureau of Economic Research » – NBER, avril 2009).

Non seulement l'immigration ne menace pas l'emploi des natifs, mais l'ajustement à la hausse des investissements correspondant à la création d'un emploi occupé par un immigrant se fait presque ins-

Chronique de la semaine

Thibault Gajdos

chargé de recherche au CNRS

tantément. Ainsi, le produit intérieur brut (PIB) croît au même rythme que l'immigration.

Mais peut-être l'arrivée de travailleurs immigrés (notamment peu qualifiés) entraîne-t-elle une baisse des salaires ? Une étude menée par l'économiste Giovanni Peri à partir de données concernant les Etats-Unis entre 1960 et 2006 (« Document de travail du NBER », novembre 2009) montre qu'il n'en est rien, au contraire. Une augmentation de 1% de la part des travailleurs immigrés dans la population active accroît de 0,5% le revenu moyen des travailleurs natifs. Cette augmentation profite essentiellement aux plus qualifiés, les salaires des travailleurs les moins qualifiés n'étant que très légèrement affectés. Ces résultats viennent confirmer une littérature abondante.

Bien que les bénéfices directs de l'immigration pour les pays d'accueil soient donc substantiels, les citoyens de la plupart des pays européens sont massivement hostiles à l'immigration. C'est le cas en France. Selon la dernière enquête disponible de l'International Social Survey Program (2003), 57% des Français souhaitent une restriction de l'immigration (7% souhaitant son développement).

Ce constat a conduit le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) à insister, dans son dernier « Rapport mondial sur le développement humain », sur la nécessité de « rassurer les autochtones, de façon à ce qu'ils ne perçoivent plus l'immigration comme une menace à leur personne ou à leur société ».

Il suggère aux gouvernements de « déployer davantage d'efforts pour influencer le débat public au moyen de processus dont l'objectivité et la fiabilité ne pourront pas être remises en cause », et souligne qu'ils ont « fort à gagner des conseils techniques dispensés par des organes spécialisés (...). Afin d'être considérés comme impartiaux, ces organes devront délibérément se tenir à distance de l'administration ». C'est peu dire que le débat organisé par l'exécutif français ne répond pas à ces exigences. ■

Appel à candidatures pour le prix du meilleur jeune économiste

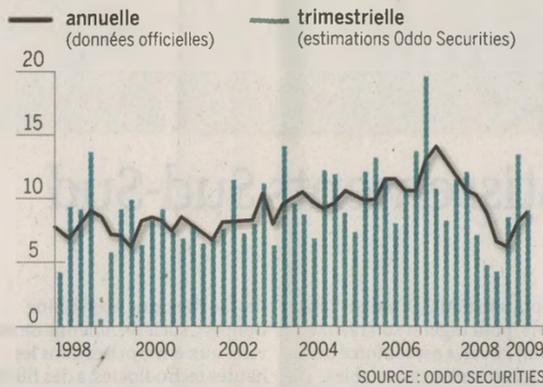
Pour la onzième année, le prix du meilleur jeune économiste sera attribué par « Le Monde économie » et le Cercle des économistes en mai 2010. Peuvent concourir à ce prix, doté de 3 000 euros par *Le Monde*, tous les économistes français de moins de 40 ans, issus du monde universitaire ou des grandes écoles, dont les travaux portent sur l'économie appliquée et les contributions permettent de promouvoir le débat économique. Les candidats doivent faire parvenir en deux exemplaires avant le 15 janvier une liste de leurs travaux, un CV détaillé ainsi que deux textes qui résument le mieux leur approche à l'adresse ci-dessous. ■

Anne Raffaelli, le Cercle des économistes, 104, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS. Courriel : a.cercladeseconomistes@wanadoo.fr

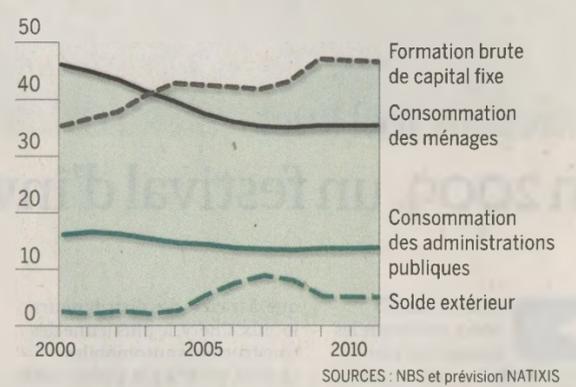
Nouvelles bulles

Après la chute du taux de croissance observée à partir du 2^e trimestre 2007, la Chine a connu une reprise économique dès le premier trimestre 2009. Mais son ressort essentiel est l'investissement massif dans les infrastructures, comme le montre la part croissante de la formation brute de capital fixe dans la richesse produite. Le déséquilibre du modèle de croissance chinois persiste, aux dépens de la consommation des ménages, même si la part des exportations diminue. La politique économique, via le plan de relance annoncé en novembre 2008, privilégie de tels investissements au détriment des dépenses sociales et environnementales. La politique monétaire – un yuan faible pour favoriser les exportations, l'accumulation de réserves de change pour financer les investissements – reste également orientée vers ce modèle de croissance. Mais le robinet du crédit généreusement ouvert aux entreprises fin 2008 pour financer les investissements a régénéré le flux des liquidités que la crise avait légèrement fait décroître, au risque d'alimenter la spéculation boursière et les bulles financières. ■

► CROISSANCE DU PIB, en %



► LES COMPOSANTES DU PIB CHINOIS, en %



Pour affranchir la croissance chinoise de sa dépendance aux exportations, Pékin souhaite développer les villes de l'intérieur du pays

L'urbanisation au cœur des débats économiques

►►► Suite de la première page

« Changer maintenant correspond au projet d'ajustement du modèle de croissance chinois mené par le gouvernement... L'urbanisation est l'un des ajustements structurels destinés à réduire la dépendance de la Chine envers la demande extérieure », souligne Yao Yang, un chercheur du China Center for Economic Research dans un long article publié sur la fin du *hukou* par le *China Daily* du 16 décembre.

En outre, il s'agit de profiter du boom sans précédent qui touche des villes de seconde, mais aussi troisième ou quatrième catégories, imperméables à la crise et grandes bénéficiaires du plan de

relance chinois. Au point que s'ébaucherait déjà le rééquilibrage tant attendu du modèle économique chinois, qui déplacerait la croissance plus loin des côtes, où sont les ports, à mesure que le marché intérieur prend le pas sur les débouchés extérieurs.

Plusieurs phénomènes alimentent cette évolution : le développement accéléré des infrastructures du pays reproduit, dans un délai plus court, le modèle de conurbation mi-planifié, mi-anarchique qui a pris forme ces dix dernières années dans les régions les plus avancées économiquement (hinterland de Canton et Shanghai). Toutes sortes d'agglomérations, grandes et moyennes, se dotent de villes nouvelles. Les grands

pôles sont désormais reliés par des trains à grande vitesse. L'arrivée de la grande distribution fait basculer de plus en plus d'habitants dans des modes de consommation qui leur étaient jusqu'alors étrangers.

Demande fantasmée

La spectaculaire montée en puissance des capacités logistiques, couplée à des politiques fiscales préférentielles et une main-d'œuvre meilleur marché (jusqu'à 50 % moins chère), attirent les usines vers l'intérieur. Comme le ralentissement de fin 2008 a poussé une partie des travailleurs migrants à rentrer dans leurs régions d'origine, certains y restent pour un salaire certes moins

dre, mais avec l'assurance d'avoir une vie de famille.

Cette dynamique d'urbanisation reste cependant pour l'instant bien insuffisante pour désintoxiquer la Chine de sa dépendance aux investissements productifs et aux exportations : en 2009, la part de la consommation dans le produit intérieur brut (PIB) a encore reculé, tout comme les revenus des ménages. Et les surcapacités sont patentes dans 21 secteurs industriels.

La perspective de la migration vers les villes de plusieurs centaines de millions de paysans a même préparé les bulles de demain, en substituant à la demande réelle une demande fantasmée, dont s'enivrent les indus-

tries de la construction et leurs relais politiques : toujours plus de tours de bureaux, de barres de logements et de parcs industriels ne valent que s'ils trouvent preneurs dans un délai tenable. Or, beaucoup sont vides et pourraient le rester.

Selon la version 2009 du Rapport sur le développement urbain en Chine réalisé par l'Académie des sciences sociales, les villes chinoises se sont agrandies de 70 % en superficie de 2001 à 2007, mais n'ont vu leur population urbaine croître que de 30 %, signe que le mitage urbain devance l'installation de la population dans les villes.

Et pour cause, le modèle économique de l'atelier du monde repo-

se en grande partie sur la mise au travail de paysans migrants qui, devenus ouvriers ou employés, ne résident dans les villes que de manière temporaire, souvent dans des dortoirs, et ne consomment que le strict minimum en vue d'accumuler de l'argent qu'ils renvoient au reste de la famille.

Comment les urbaniser sans perdre l'avantage comparatif qu'ils procurent ? Comment forcer les villes à ouvrir un *numerus clausus* auquel tiennent jalousement leurs résidents (Shanghai, par exemple, a annoncé de nouvelles règles, censées être plus souples, pour l'octroi de son *hukou*... avant de s'apercevoir que seules 3 000 personnes étaient éligibles). ►►►

Shaoguan, grosse ville de province, est transformée par la mondialisation

Reportage

Shaoguan (Chine)
Envoyé spécial

Au nord de la province côtière du Guangdong, la ville de Shaoguan ne connaît pas le sort des cités exportatrices de Shenzhen ou de Dongguan, touchées de plein fouet par la chute de la demande mondiale. La ville préfère à vu ces toutes dernières années sa périphérie semi-rurale se couvrir de parcs industriels : celui de la Xuri Toy Factory, l'un des plus gros sous-traitants mondiaux de l'industrie du jouet, est flambant neuf. Près de 18 000 ouvriers y travaillent. Une véritable ville.

Le groupe hongkongais a délocalisé ici une partie de la production de ses usines de Shenzhen : « Le patron est malin. Il y a bien moins de taxes dans les villes de l'intérieur, et les salaires sont moins élevés. Nous faisons ici les heures supplémentaires qu'ils ne font plus à Shenzhen », dit un ouvrier d'une trentaine d'années. Il vient du chalet de villages et de bourgs regroupant deux millions de ruraux qui entourent la ville, de presque un million d'habitants.

Nombre de ruraux se sont longtemps employés dans les zones de forte croissance le long des côtes. C'est moins le cas aujourd'hui :

Qun Fashen et Liu Lilai, frère et sœur d'une vingtaine d'années tout juste embauchés, viennent du comté rural de Renhua, à plusieurs heures de bus. Ils logent en dortoir, mais rentrent dans leur famille le week-end. Ils n'ont aucune envie, disent-ils, d'aller à Shenzhen ou à Dongguan, qui leur font peur, avec leur brassage permanent de millions de nouveaux venus. Ce qu'ils font de leur argent ? « Moi, je dépense, dit Liu Lilai. Nous, les jeunes, on n'est pas comme nos parents. »

« Réserve de croissance »

Nouvelles configurations urbaines et industrielles, nouveaux modes de vie et de développement, la Chine de l'intérieur change. Shaoguan, avec son paysage de collines et ses sites bouddhistes, est sur le passage du train à grande vitesse qui relie Canton à Wuhan et Pékin, qui sera inauguré à la fin

Pour en savoir plus

« Ending Long History of Hukou », par Yao Yang : article paru dans le *China Daily* du 16 décembre 2009, www.chinadaily.com.cn, onglet « opinion » puis « op-ed contributors ».

« Les coûts unitaires de la main-d'œuvre ont fortement augmenté dans les économies

du mois. Ce qui la place à environ quarante-cinq minutes de Canton, contre près de trois heures auparavant, lui ouvrant de nouveaux débouchés commerciaux et touristiques. L'immobilier s'envole.

Comme Shaoguan, les villes de troisième voire quatrième catégorie commencent à décoller, dans le sillage des villes de seconde catégorie, déjà parvenues à un niveau élevé de prospérité, telles que Chengde, Wuhan, ou Changsha, capitales des provinces de l'intérieur. Ou encore Dalian, Hangzhou, ou Ningbo, pôles secondaires ultra-dynamiques de provinces côtières.

« L'amélioration du réseau routier et le train à grande vitesse font venir les promoteurs, les industriels, la grande distribution, puis le luxe. A leur tour, ces pôles que sont les villes secondaires diffusent vers des villes de moindre importance. En grillant des étapes : les villes

de l'OCDE au second trimestre 2009 », note de l'OCDE, 13 novembre, www.oecd.com, onglet « par thème » puis « Société » et « Emploi ».

« China Manufacturing Competitiveness », étude du cabinet Booz & Co., 114 p., mars 2009

secondaires puis tertiaires s'enrichissent de l'expérience de leurs aînées et bénéficient de modèles modernes de distribution déjà éprouvés sur le marché chinois et qui lui sont adaptés. Même chose pour les modes de consommation. Ce qui a pris des années à Shanghai ou Pékin se fait naturellement car les gens en ont déjà fait l'apprentissage en voyageant, en regardant la télévision », constate Marie-Chantal Piques, qui a coordonné pour les Missions économiques-Ubifrance un rapport récent sur la distribution dans les villes secondaires de Chine. Signe que la mondialisation de la Chine la transforme en profondeur, les professionnels du marketing explorent des endroits encore plus reculés que Shaoguan.

Chargé d'étudier les tendances futures de la consommation en Chine pour Ogilvy à Shanghai, l'Indien Kunal Sinha a lancé ses équipes à la découverte du potentiel de consommation dans les villes de la 4^e à la 6^e catégorie. Celles où les marques internationales et même nationales, dit-il, sont moins nombreuses que les marques locales parmi le top ten des consommateurs interrogés. « Notre prospection a commencé juste avant la crise. Aujourd'hui, tout le monde veut savoir où se trouve la prochaine réserve de croissance », dit-il. ■

B. Pe.

Questions-réponses Construction

1 Quelles sont les plus grandes villes chinoises ?

Si l'on s'en tient aux limites administratives des municipalités, les quatorze plus grandes villes étaient en 2008, selon le Bureau d'Etat des statistiques, Shanghai (14,5 millions d'habitants), Pékin (12,8), Guangzhou (11,8), Shenzhen (11,7), Dongguan (7,6), Tianjin (7,2), Wuhan (5,2), Shenyang (4,6), Nanjing (4,1), Chongqing (4,1), Chengdu (3,9), Hangzhou (3,4), Xi'an (3,3) et Qingdao (3,3). Les six plus importantes agglomérations étaient Chongqing (31,4), Shanghai (18,5), Pékin (17,4), Guangzhou (15), Shenzhen (13,3) et Tianjin (11,5).

2 Les villes chinoises se soucient-elles d'urbanisme ?

Selon une étude des cabinets d'études Global Construction Perspectives et Oxford Economics, la Chine deviendra en 2018 le premier marché mondial de la construction de bâtiments devant les Etats-Unis. Pesant aujourd'hui 7 500 milliards de dollars (5 200 milliards d'euros), en 2020 il devrait atteindre 12 700 milliards de dollars (+ 70 %, contre + 18 % dans les pays développés). La Chine représentera alors 19,1 % du marché mondial. Ces perspectives intéressent les entreprises françaises spécialisées. Une vingtaine d'entre elles –

dont Aéroport de Paris, la Caisse des dépôts, Carrefour, Citec Environnement, Dalkia, GDF Suez, Lafarge, Lyonnaise des eaux, Suez Environnement, Total, Veolia, etc. – était présente au Forum China-Europa sur le thème de « La ville écodurable de demain », qui s'est tenu du 8 au 10 décembre au Havre. Seize municipalités chinoises de toutes tailles étaient représentées.

3 Pourquoi les entreprises occidentales localisent-elles leurs activités en Chine ?

Selon une enquête du cabinet de conseil Booz & Co. auprès de 108 entreprises industrielles étrangères présentes en Chine, interrogées fin 2008, 77 % de ces entreprises motivent leur localisation en Chine par l'accès au marché local et 66 % par le coût de la main-d'œuvre. Interrogées sur les difficultés rencontrées en 2008, 65 % citent l'envolée des prix des matériaux, 63 % l'appréciation du yuan, 35 % la hausse des salaires (15 % sur l'année pour les ouvriers, et 10 % pour les cadres). Sept d'entre elles manifestent l'intention de délocaliser leur activité à l'intérieur du pays, et quatre hors de Chine (Inde et Vietnam principalement), en citant la recherche d'un coût de main-d'œuvre encore moins élevé comme première motivation. ■

► PLAN DE RELANCE, en milliards de yuans

Catégories de dépenses

Chemin de fer, réseau routier, aéroports et réseau d'électricité en zone urbaine	1 500
Reconstruction des régions sinistrées par le séisme de 2008	1 000
Logements sociaux	400
Réseau d'eau, d'électricité et de route en zone rurale	370
Innovations et transition sectorielle	370
Développement durable	210
Santé, éducation	150
Total	4 000

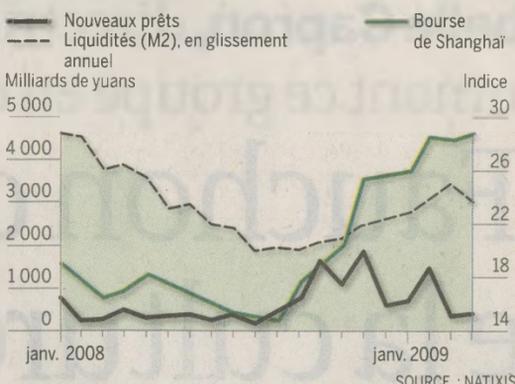
SOURCE : COMMISSION DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA RÉFORME

► LA POLITIQUE MONÉTAIRE



SOURCE : PBOC

► RISQUE D'EMBALLEMENT



SOURCE : NATIXIS

►►► Pour l'économiste Lu Ming, du département de recherche sur l'emploi et la sécurité sociale de l'université de Fudan à Shanghai, la stratégie du gouvernement était jusqu'à maintenant de préférer les transferts d'argent aux transferts de résidence : « On use de politiques fiscales, de subventions du gouvernement central dévier les investissements vers des régions plus pauvres et ten-

ter de résorber les disparités régionales. » Avec, selon lui, une efficacité toute relative : le boom de certaines régions intérieures tient plus du « coup de fouet ». « Cela risque d'être un phénomène de court terme. Si la reprise se confirme, les provinces côtières vont rebondir et peut-être croître plus vite. » Les investisseurs peuvent aussi partir au Vietnam, par exemple. En réalité, soutient-il, les dispari-

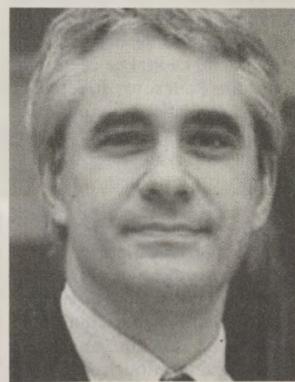
tés d'échelle entre les villes en Chine sont plus faibles qu'ailleurs : Shanghai doit pouvoir grossir bien davantage en population (6 de ses 19 millions d'habitants n'ont pas le statut de résident). Tout comme les capitales de province. Or, les villes les plus riches sont contraintes par la rareté du quota de terres constructibles. La solution, selon lui, est de permettre aux ménages ruraux non

pas de vendre leurs terres (c'est politiquement risqué, et pas forcément rentable), mais de les doter d'un « quota de terre » qu'ils pourraient céder à la ville qui les accueille, en échange d'un « package de résidence » (un hukou urbain et des avantages sociaux). Pour consommer davantage, les Chinois doivent s'urbaniser plus vite... encore faut-il savoir comment. ■

Brice Pedroletti

« La globalisation a fait baisser la part du salaire dans la valeur ajoutée »

Stefano Scarpetta, chef de la division analyse et politique de l'emploi de l'OCDE



DR

La crise a-t-elle redistribué les cartes dans la concurrence internationale en matière de coût du travail ?

« C'est trop tôt pour le dire. La Chine, avec un fort programme de soutien à la demande axée sur les investissements publics, a rapidement redémarré sa croissance. Les mesures adoptées pour soutenir la demande interne ont déjà donné leurs premiers fruits. Le marché intérieur chinois absorbe une partie de plus en plus importante de la production. Dans les campagnes, les travailleurs chinois avaient bénéficié d'un certain rattrapage salarial jusqu'en 2007. Il y a actuellement beaucoup d'ajustements liés aux mouvements des travailleurs entre les villes et les provinces. L'ampleur des changements pourrait être spectaculaire. »

Quel est, de façon plus générale, l'impact de la globalisation sur les salaires et l'emploi ?

« Les BRIC [Brésil, Russie, Inde, Chine] représentent aujourd'hui 45 % de l'offre de main-d'œuvre mondiale contre moins de 20 % pour les trente pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). »

« L'intégration rapide dans l'économie mondiale de grands pays à bas salaires comme la Chine, l'Inde et le Brésil, a accru la concurrence sur les activités à bas salaires, et donc la pression en faveur de la modération salariale, ainsi que l'incertitude sur la stabilité des emplois eux-mêmes. »

« Il y a deux phénomènes cumulés : les délocalisations ont rendu les postes des travailleurs faiblement qualifiés fragiles, et la concurrence internationale a favorisé la modération salariale. »

« Au total, au nom de la compétitivité des entreprises des pays occidentaux vis-à-vis des pays émergents, l'incitation à la modération salariale a fortement augmenté. Et la part des salaires dans la valeur ajoutée est en diminution dans beaucoup de pays de l'OCDE depuis 1980. »

Cela signifie-t-il que la mondialisation tire les salaires vers le bas ?

« Non. Elle améliore les échanges mondiaux et soutient la croissance. Il y a une meilleure allocation des facteurs de production dont peuvent bénéficier les travailleurs. Les politiques sociales axées sur l'emploi peuvent soutenir la sécurité des revenus des travailleurs. »

« En revanche, on constate une disparité croissante des niveaux de salaires à l'intérieur des pays. En effet, la mondialisation s'est accompagnée de changements technologiques importants. Dans les pays développés, les travailleurs faiblement qualifiés ont vu leur salaire augmenter très peu, tandis que les plus qualifiés ont bénéficié de la globalisation et des changements technologiques, à la fois en termes de

« salaire, de stabilité et de perspective d'emploi. Certains payent donc le « coût » de cette mondialisation à changements technologiques rapides. La globalisation, par le biais des délocalisations, contribue à un déplacement de la demande de main-d'œuvre, qui joue contre les travailleurs peu qualifiés et accentue les inégalités de revenus. »

Dans une récente étude, l'OCDE constate que les coûts unitaires de main-d'œuvre ont augmenté en 2009 dans les pays membres de l'organisation. S'agit-il d'une hausse du coût total du travail ?

« Non. C'est un phénomène récent lié en partie aux ajustements des entreprises face à la crise : elles n'ont en effet pas entièrement répercuté la baisse de la production sur leurs effectifs. La productivité a donc baissé et le coût unitaire du travail a mécaniquement augmenté. Le coût total du travail suit quant à lui le niveau de salaire, qui a évolué différemment selon les pays depuis le début de la crise. »

Quelle est l'évolution du coût du travail attendue à court terme ?

« Les Etats et les entreprises ont parié sur la reprise économique. Si la reprise est lente, il y aura probablement à court terme des négociations salariales favorables à une modération, car les entreprises, pour sauvegarder l'emploi pendant la chute de la demande, ont déjà vu leur productivité baisser. ■ »

Propos recueillis par Anne Rodier

Parcours

2009 Stefano Scarpetta est chef de la division analyse et politique de l'emploi à la direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), et rédacteur en chef de la publication annuelle *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*.

2006 Chef de la division « études pays » du département des affaires économiques de l'OCDE.

2002 Conseiller « marché du travail » et chef économiste à la Banque mondiale.

Ponts, autoroutes et trains à grande vitesse : la Chine saisie par l'hypermobilité



En Chine, le réseau routier fait l'objet d'investissements colossaux. Ici, un embouteillage à Pékin. AFP

Shanghai (Chine)
Correspondant

Ils ressemblent à des Shinkansen (le train à grande vitesse japonais), sont constamment pleins et relient un nombre croissant de grandes villes chinoises : Fuzhou n'est plus qu'à une heure quarante de Wenzhou, la grande ville commerçante du Zhejiang, elle-même reliée à Ningbo, dans le nord-est de la même province, en moins d'une heure trente – des trajets qui auparavant prenaient, au bas mot, une demi-journée chacun. Tianjin est à une demi-heure de Pékin, et Shanghai sera bientôt à moins de cinq heures de la capitale, contre dix heures aujourd'hui.

Ayant planifié de construire, jusqu'en 2012, 42 lignes de trains à grande vitesse, soit 13 000 km de chemin de fer, la Chine a mis les bouchées doubles : nombre de projets sont en avance sur l'échéancier, grâce en grande partie au plan de relance. Partout, de nouvelles gares, gigantesques, sont sorties de terre.

Même chose pour les lignes de métro : plusieurs dizaines de villes sont en train de se doter d'un réseau ou d'étendre celui qui existe déjà. Ponts et autoroutes font aussi l'objet d'investissements

colossaux. Cette nouvelle mobilité a un formidable effet d'accélération sur les régions à revenus élevés, mais aussi sur le désenclavement de l'intérieur du pays. Elle suscite la création de toutes sortes de nouveaux services.

Comme le Japon de la fin des années 1970, la Chine entre dans l'ère de l'hypermodernité logistique. Couplée à la disponibilité et à la variété de l'offre commerciale dans tous les domaines – le marché chinois attire désormais le meilleur de l'innovation marketing internationale –, à l'essor du commerce électronique (350 millions d'internautes) et au sentiment de découverte associé chez les Chinois à la consommation, cette dynamique contribue à tirer le pays vers un nouveau seuil de développement.

Les investissements dans les infrastructures, en hausse de près de 70 % cette année par rapport à 2008 pour les seuls chemins de fer, contribuent massivement à la croissance du produit intérieur brut (PIB) au-delà du seuil des 8 %, signale une étude récente de la société de conseil Pivot Capital Management.

Tout en pointant la logique politique à l'origine d'une telle expansion, les auteurs de l'étude s'inter-

rogent cependant sur la justification économique de nombre de projets. Et concluent, en calculant le niveau optimal d'équipement correspondant aux critères propres à la Chine (taille et concentration de la population), « qu'il n'est pas du tout évident que la Chine ait besoin de plus de ponts et

Les investissements dans les infrastructures sont en hausse de près de 70 % en 2009 par rapport à l'année précédente pour les seuls chemins de fer

d'autoroutes ». S'il est raisonnable que le réseau de chemin de fer double en taille, l'effort exceptionnel consenti en 2009 implique que celui-ci devra irrémédiablement diminuer dans les années à venir... au risque de freiner brutalement la croissance.

L'édification de villes nouvelles est un autre domaine où les projets non seulement pullulent, mais sont souvent déjà en chantier. Au sud de Tangshan, le grand

port du nord-est de la Chine, près de 120 000 ouvriers s'affairent jour et nuit sur le plus grand chantier du monde : celui de la ville écologique de Caofeidian. 10 milliards de yuans (1 milliard d'euros) ont été engloutis dans les travaux démarrés en mars, selon Li Kejun, directeur du comité de construction.

Immeubles et infrastructures couvrent déjà une zone de 30 km², qui sera à terme portée à 150 km². La ville est prévue pour 500 000 habitants. Ses concepteurs promettent le recyclage à 100 % des déchets urbains et une usine de bus électriques.

Rien ne pourrait mieux illustrer la folie des grandeurs de la Chine, et ses paradoxes : Caofeidian est en bordure d'une gigantesque zone industrielle, bâtie sur des polders semi-artificiels et dotée de terminaux pétroliers et gaziers réservés à la pétrochimie et aux industries lourdes, qui a absorbé près de 50 milliards de yuans d'investissements de janvier à octobre 2009. En toute logique, la ville en accueillera les employés. Certaines de ces industries sont toutefois en surcapacité. La durabilité au nom de laquelle s'édifie Caofeidian est pour le moins un pari... osé. ■

B. Pe.